

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 03 Juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de la GARENNE

La Garenne
35630 Vignoc

Références : UD35/2025-186
Code AIOT : 0005503038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement Carrières de la GARENNE implanté LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 Vignoc.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la GARENNE
- LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 Vignoc
- Code AIOT : 0005503038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit "La Garenne" a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2003 pour l'exploitation d'une carrière de roches cornéennes et de granodiorites à hauteur de 750 000 t maximum par an et pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--------------------------------|--|
| 7 | Rejets aqueux - micropolluants | AP Complémentaire du 28/07/2022, article 5 (extrait) |
| 9 | Eaux souterraines | AP Complémentaire du 28/07/2022, article 6 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|----------------------------|--|
| 1 | Extraction autorisée | Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 1er (extrait) |
| 2 | Plan des installations | Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.5 |
| 3 | Phasage et cote minimale | AP Complémentaire du 28/07/2022, article 3 |
| 4 | Aménagements préliminaires | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5 |
| 5 | Garanties financières | AP Complémentaire du 09/03/2010, article 2 |
| 6 | Espèces protégées | AP Complémentaire du 28/07/2022, article 2 (extrait) |
| 8 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 10.2 (extrait) |
| 10 | Émissions de poussières | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7 |
| 11 | Mesures acoustiques | Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 14-1 |
| 12 | Lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est assurée au cours de la visite du respect des prescriptions réglementaires en matière de suivi des impacts de la carrière sur son environnement (eau, poussières et bruit en particulier).

Elle note que le suivi des eaux souterraines devra à l'avenir être complété par un 3^{ème} ouvrage afin de répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2003 en la matière.

Par ailleurs le suivi des rejets aqueux et du milieu naturel s'agissant de la présence de micropolluants doit être poursuivi.

L'inspection demande également à être informée des résultats des observations d'oiseaux rupestres réalisées en lien avec l'association de protection de l'environnement choisie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction autorisée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 1er (extrait) |
| Thème(s) : Situation administrative, Volume autorisé |
| Prescription contrôlée : La SNC Carrières de la Garenne dont le siège social est situé au lieu-dit "La Garenne" 35630 Vignoc est autorisée, dans les conditions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière sise à cette même adresse, sur le territoire de la commune de Vignoc pour une superficie de 54 ha 32 a et 85 ca dans les limites définies sur le plan parcellaire joint au présent arrêté. Rubrique de la nomenclature : 2510.1 - Exploitation de carrière --> production annuelle moyenne 600 000 t et production maximale annuelle : 750 000 t Régime de l'Autorisation [...] |
| Constats : L'application GEREP mentionne une quantité annuelle extraite en 2024 de 402 300 t, sensiblement identique à l'année précédente, dans le respect de la quantité maximale autorisée (750 000 t). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Plan des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre et plans |
| Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m avec un repérage par rapport au cadastre ,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. |
| Constats : Le plan des installations a été actualisé en octobre 2024 (périodicité annuelle respectée) et est disponible sur site. L'ensemble des éléments requis y figurent, y compris les nouvelles bornes implantées pour délimiter le périmètre autorisé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Phasage et cote minimale

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2022, article 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Phasage et respect de la cote minimale d'extraction |
| Prescription contrôlée : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 10 mètres, pour une épaisseur d'extraction maximale de 90 mètres. Sept gradins seront ainsi constitués aux cotes respectives de : <ul style="list-style-type: none">- 100 mNGF et plus : gradin de découverte- 100 - 85 mNGF : gradin 1 de gisement- 85 - 70 mNGF : gradin 2 de gisement- 70 - 55 mNGF : gradin 3 de gisement- 55 - 40 mNGF : gradin 4 de gisement- 40 - 25 mNGF : gradin 5 de gisement- 25 - 10 mNGF : gradin 6 de gisement Les paliers pourront être exploités en alternance. |
| Constats : Le plan indique une cote minimale d'extraction à 57 m NGF, dans le respect de la cote minimale fixée. Les trois premiers gradins ont été creusés, le 4 ^{ème} sera abordé fin 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Aménagements préliminaires

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Bornage |
| Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| Constats : Un géomètre expert est intervenu en août 2024 pour identifier les bornes existantes et installer de nouvelles bornes aux emplacements manquants : les procès-verbaux établis suite à ce bornage ont été transmis à l'inspection. Lors de la présente visite l'inspection s'est assurée par sondage de la présence des bornes ainsi implantées sans identifier de manquements. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2010, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remis en état maximale au sein de cette période. Les montants de cette garantie sont les suivants : Phasage de la carrière selon l'arrêté préfectoral du 21 mars 2003 : (phase 5) de 20 à 25 ans Montant des ganaties financières TTC = 320 492 € |
| Constats : Un acte de cautionnement couvrant la période allant du 22 mars 2023 au 21 mars 2028 a été transmis à l'inspection pour un montant couvert de 435 919 € (actualisé selon l'indice TP01 en vigueur), supérieur à celui prescrit. Les garanties financières sont donc considérées comme couvertes par cet acte. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Espèces protégées

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2022, article 2 (extrait) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Espèces protégées et patrimoniales |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procédera à la vérification de la cartographie des cours d'eau à chaque modification et lors de la remise en état du site, ainsi que de l'éventuelle implantation d'espèces protégées nouvelles et patrimoniales en phase d'exploitation, notamment le faucon pèlerin. [...] |
| Constats : Aucune modification n'a été portée à la connaissance de l'inspection à ce stade de l'avancée de l'exploitation. Un protocole de partenariat a été passé pour l'observation d'oiseaux rupestres avec une association de protection de l'environnement à compter d'octobre 2024 pour une durée de trois ans. Il engage notamment l'exploitant à ne pas réaliser de tirs de mines ou de terrassement à proximité d'un nid occupé sur un front d'exploitation s'il est observé la présence d'une telle espèce. |
| Observations : Les Carrières de la Garenne informeront l'inspection du résultat des observations réalisées en cours d'exploitation suite au partenariat établi, ainsi que des éventuelles dispositions prises en matière de préservation des espèces le cas échéant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Rejets aqueux - micropolluants

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2022, article 5 (extrait) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des micropolluants |
| Prescription contrôlée : Une caractérisation du rejet et du milieu récepteur, sur les paramètres suivants : sulfates, Ca, Mg, Fe, Mn, Al, Cu, Zn, Ni, Cd, Pb, Cr, Co, est prescrite. [...] Cette caractérisation a pour but de connaître la teneur en éléments-traces métalliques du rejet concernant certains paramètres identifiés par le BRGM et leur éventuel impact qualitatif sur le milieu. Cette caractérisation pourra éventuellement faire l'objet d'une étude technico-économique s'il s'avérait que le rejet de la carrière était à l'origine d'un impact significatif. Les résultats de cette caractérisation devront être transmis dans un délai d'un an après la signature du présent arrêté. [...] |
| Constats : Une étude de caractérisation des rejets et du milieu récepteur au regard des éléments traces métalliques pouvant être présents a été réalisée et transmise à l'inspection en octobre 2023. L'ensemble des paramètres réglementés par le présent article a été recherché. L'étude conclut à l'absence d'impact mais précise qu'un suivi est nécessaire pour consolider les données collectées et suivre l'évolution du rejet. A ce stade, la caractérisation de l'impact sur le milieu ne peut être évaluée sur la base de ces seuls résultats et nécessite d'autres mesures. L'analyse de cette étude et des résultats obtenus lors de ce suivi fera l'objet d'une instruction séparée de la présente visite. |
| Observations : > Comme préconisé dans l'étude transmise à l'inspection, un suivi trimestriel du rejet et du milieu récepteur pour les paramètres ici réglementés sera effectué par l'exploitant pendant une durée de trois ans selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les analyses de la qualité physico-chimique du ruisseau de la Normandière (exutoire du rejet) auront lieu en trois points : amont, rejet et aval éloigné (lieu-dit les Meilliers) ;• une mesure annuelle de l'indice I2M2 sera également effectué en aval du rejet. Les fréquences et lieux de mesure pourront être adaptés en fonction des résultats obtenus. Ceux-ci seront tenus à la disposition de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 8 : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 10.2 (extrait) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et Valeurs limites de rejets |
| Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes après décantation : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5.5 et 8.5,• la température est inférieure à 30 ° C,• les matières en suspension totales (MESt) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l,• les métaux Fe + Al ont une concentration inférieure à 5 mg/l. CEs valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h en ce qui concerne les matières en suspension, la DCO et les hydrocarbures. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de la couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure , ou d'un dispositif équivalent, du débit et d'un dispositif de prélèvement. Le rejet s'effectuera dans le ruisseau de la Grippe à la Normandière au nord -ouest du site. Le contrôle de la qualité des eaux avant rejet au milieu naturel sera réalisé dans les conditions suivantes : pH : une mesure quotidienne, ou en continu si le pH passe sous le seuil de 5,5 Volume rejeté : journalier DCO : une mesure annuelle MES : une mesure mensuelle Métaux : une mesure mensuelle |
| Constats : Les données issues de l'application GIDAF examinées pour l'année 2024 montrent que : <ul style="list-style-type: none">- les périodicités des contrôles ont été respectées,- aucun dépassement des valeurs limites réglementaire n'est constaté au cours de l'année écoulée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2022, article 6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux piézométriques de la nappe |
| Prescription contrôlée : Il est inséré un article 10.2.4 à l'arrêté préfectoral n° 663 du 21 mars 2003 susvisé, ainsi rédigé : « 10.2.4 - Les eaux souterraines Un suivi des mesures de niveau des eaux souterraines sera réalisé pendant les périodes de hautes eaux et de basses eaux de chaque année, sur les ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">• n° 1 : ouvrage superficiel le plus proche de l'excavation ;• n° 2 : ouvrage superficiel proche en amont de la zone humide la plus proche au sud de la carrière ;• n° 3 : ouvrage plus profond ; tels que localisés en annexe. » |
| Constats : Les résultats de mesures semestrielles effectuées depuis la délivrance de l'arrêté complémentaire du 28 juillet 2022 sur deux ouvrages ont été communiqués à l'inspection sans identifier d'impact particulier en lien avec l'exploitation de la carrière. Le dernier puits investigué (puits n° 1 - ouvrage superficiel proche de l'excavation au sud) est inutilisé par son propriétaire car à sec et ne peut cependant être utilisé pour le suivi ici prescrit. |
| Observations : > L'inspection demande à ce que les relevés soient réalisés sur trois ouvrages tels que prescrit par l'arrêté complémentaire du 28 juillet 2022 : le cas échéant, si aucun ouvrage existant ne permet de répondre aux exigences précitées, un nouveau piézomètre destiné à assurer ce suivi sera implanté. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 10 : Émissions de poussières

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des émissions de poussières |
| Prescription contrôlée : <u>Article 19.6 :</u> Le plan de surveillance <i>[des émissions de poussières]</i> comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. [...] <u>Article 19. 7 :</u> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. |
| Constats : Les mesures réalisées depuis 2018 ont été examinées lors de la visite. Elles sont effectuées en six points distincts (jauges owen) dont 3 sont de type b tels qu' identifiés dans le plan de surveillance. La périodicité est devenue semestrielle depuis 2020 conformément à la possibilité offerte par la réglementation en l'absence d'anomalie constatée lors des premières mesures. Sur les 3 points de mesures de type b, comme sur les autres points de mesure, les moyennes annuelles glissantes sont conformes à la limite fixée par la réglementation (à savoir $< 500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Mesures acoustiques

| | |
|---|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 14-1 | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruits | |
| Prescription contrôlée : L'activité de la carrière est interdite la nuit entre 21h30 et 6h30. En dehors des tires de mines, les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : | |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) | Emergence admissible pour la période allant de 6h30 à 21h30, sauf dimanche et jours fériés |
| Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB (A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) |
| [...] Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété, aux points localisés sur le plan joint en annexe, sont les suivants : | |
| Points de mesure | jour de 6h30 à 21h30 |
| A | 68.3 dB(A) |
| B | 47.2 dB(A) |
| C | 63.2 dB(A) |
| D | 48.2 dB(A) |
| Ce point est complété par l'article 3 de l'arrêté complémentaire du 9 mars 2010 : "Les mesures des niveaux sonores prévues par l'article 14 de l'arrêté du 31 mars 2003 devront inclure le hameau de la Paumerie. Les horaires de travail sont inscrits dans les tranches horaires de 6h30 à 21h30 hors samedi, dimanches et jours fériés." | |
| Constats : Le dernier rapport de contrôle de la situation acoustique a été réalisé en juin 2024. Le hameau de la Paumerie a été intégré dans le suivi réalisé (ZER). L'activité du site comprenait le jour de la mesure la présence d'une chargeuse, de camions clients, de deux dumpers et d'une pelle ainsi que le fonctionnement des installations de concassage - criblage et de lavage. Les niveaux de bruit mesurés en limite de site respectent les seuils réglementaires. Les émergences mesurées aux trois lieux-dit identifiés comme des ZER (Zones à Émergence Réglementée) respectent également ces seuils. | |
| Type de suites proposées : Sans suite | |

N° 12 : Lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. |
| Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 21 mars 2003, prévoit (art. 16.1) la présence d'un ou plusieurs points d'eau à moins de 200 m des risques à défendre. Le site dispose de plusieurs bassins (décantation des eaux d'exhaure traitées) pouvant potentiellement jouer ce rôle. L'inspection avait demandé suite à une précédente inspection en 2024 à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de déterminer quels points d'eau sont situés à moins de 200 m des risques à défendre (distance à calculer selon les voies praticables pour les engins) et pourraient être utilisés pour la défense extérieure contre l'incendie,• de demander au SDIS à ce que ce (ou ces) point(s) d'eau fasse(nt) l'objet d'une réception en bonne et due forme (localisation- accessibilité). Le bassin des eaux claires issues de la décantation des eaux d'exhaure a depuis été aménagé pour répondre aux besoins de la défense extérieure contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">• localisation à 140 m des installations de fabrication,• signalisation et accessibilité satisfaisantes,• implantation d'un raccord normalisé, Sa réception a été réalisée par le SDIS le 6 septembre 2024 (attestation transmise à l'inspection). |
| Type de suites proposées : Sans suite |